

e-document	T-2215-23-ID 1	
F I L E D	FEDERAL COURT COUR FÉDÉRALE  October 19, 2023 19 octobre 2023	D É P O S É
Johanne Pinel ENTRE :		
QUE	1	

# COUR FÉDÉRALE

CLAUDE PAQUIN

Demandeur

- et -

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

## Avis de demande

### AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à (*endroit où la Cour d'appel fédérale [ou la Cour fédérale] siège habituellement*).

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des [Règles des Cours fédérales](#) et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des [Règles des Cours fédérales](#) ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRES AVIS.

Délivré par : (*Fonctionnaire du greffe*)

**Adresse du bureau local : 150-150, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 2B2**

**DESTINATAIRES :**      **Procureur général du Canada**  
Complexe Guy-Favreau, Tour Est, 9<sup>e</sup> étage  
200, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H2Z 1X4

**Agence du Revenu du Canada**  
Centre fiscal de Jonquière  
2251, boul. René-Lévesque  
Jonquière (Québec) G7S 5J1

# Demande

1. La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant les examens d'admissibilité du demandeur à la Prestation canadienne d'urgence (ci-après « **PCU** »), la Prestation canadienne de relance économique (ci-après **PCRE**) et à la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (ci-après **PCTCC**) par l'Agence de Revenu du Canada (ci-après l'« **ARC** »), datés du 27 septembre 2023, dont les numéros de référence sont respectivement **C0062450529-001-45**, **C0063155254-001-45** et **C0063155356-001-45**.
2. L'objet de la demande est le suivant :
  - a. l'obtention d'une déclaration que la décision de l'ARC quant à l'inadmissibilité de la demanderesse aux programmes PCRE, PCU et PCTCC est erronée et inapplicable ;
  - b. l'obtention d'une ordonnance d'annulation des décisions de l'ARC quant à l'inadmissibilité de la demanderesse aux programmes PCRE, PCU et PCTCC, émises le 27 septembre 2023 ;
  - c. l'obtention d'une déclaration ordonnant au défendeur de réévaluer la situation d'emploi stipulant que le demandeur n'a pas gagné au moins 5 000 \$ (avant impôts) de revenus d'emploi et/ou de revenus nets de travail indépendant en 2019, en 2020, en 2021, ou au cours des 12 mois avant la date de la première demande.

## MOTIFS DE LA DEMANDE

### Les faits :

3. En mars 2020, le gouvernement du Québec prend un ensemble de mesures d'urgence pour faire face à la COVID, notamment le confinement de plusieurs pans de l'économie, dont le secteur de l'imprimerie ;
4. Le secteur d'activité du demandeur étant le domaine des publications spécialisées, nous avons été frappés de plein fouet ne pouvant plus publier sur notre tribune imprimée ;
5. La principale source de revenus de nos activités étant la publicité imprimée, et les activités événementielles, nous sommes alors confrontés à une chute de nos revenus ;
6. Nous avons ainsi mis sur pause nos activités, la chute de revenus et les conditions du confinement nous l'imposant. Nous avons tenté de garder un lien et de fidéliser une partie de notre lectorat par des communications numériques (pour ceux dont nous avons les adresses électroniques) ;
7. Au mois d'avril 2020, le demandeur a soumis une demande d'admissibilité au programme PCU ;

8. Au mois de mars 2020, le demandeur exerçait la fonction d'éditeur du magazine FORMES, une maison d'édition dont le demandeur est actionnaire ;
9. Le programme de PCU exigeait certaines conditions afin d'être éligible au programme PCU, notamment d'avoir gagné un revenu supérieur ou égal à CINQ MILLE DOLLARS (5 000 \$), et que le revenu du candidat ait été réduit de manière significative ;
10. Au moment de l'admission, le demandeur répondait aux critères d'éligibilité du programme de PCU imposés par l'ARC et a reçu un dividende de SEPT MILLE DOLLARS (7 000 \$) en janvier 2020 ;
11. Au mois de septembre 2020, le demandeur a soumis une demande d'admissibilité au programme PCRE ;
12. Au moment de l'admission, le demandeur répondait aux critères d'éligibilité du programme PCRE imposés par l'ARC et a reçu un dividende de SEPT MILLE DOLLARS (7 000 \$) en janvier 2020 ;
13. En janvier 2022, lors d'une demande pour la PCTCC sur le site de l'ARC pour la période n° 9 (19 au 25 décembre 2021), il est demandé d'acheminer des documents pour démontrer que le demandeur avait gagné au moins 5 000 \$ en 2019 ou au cours des 12 mois avant la date de la première demande. Le demandeur communique avec la ligne téléphonique générale pour s'informer de la démarche et des détails. Le demandeur s'informe notamment s'il devait faire les demandes pour les périodes suivantes, à laquelle question le fonctionnaire a répondu d'attendre que le dossier du demandeur soit finalisé ;
14. Le 24 janvier 2022, le demandeur transmet les documents justifiant un revenu de 5 000 \$ pour la PCRE (n° de confirmation 27R857A) ;
15. Fin janvier, le demandeur s'adresse à la ligne téléphonique générale pour s'informer de l'évolution du dossier. On répond qu'il suit son cours et de faire un suivi dans 60 jours. Le demandeur demande également de nouveau s'il devait faire les demandes pour les périodes suivantes, à laquelle question on répond d'attendre la décision ;
16. Le demandeur n'ayant pas eu une mise à jour du dossier après 60 jours du précédent appel à la ligne téléphonique, il communique en mars 2022 à la ligne téléphonique. Le fonctionnaire évaluant que le délai est long, il dirige le demandeur vers le « service prioritaire ».
17. Le 21 mars 2022, le demandeur reçoit un appel téléphonique d'un fonctionnaire du « service prioritaire ». Il demande des documents de vérification complémentaires ;
18. Le 22 mars 2022 (n° de confirmation 27Z4B2F) et le 28 mars 2022 (n° de confirmation 2822P22), le demandeur achemine par voie électronique les documents de vérification complémentaires ;

19. À la suite de la vérification du fonctionnaire du « service prioritaire », la PCTCC de la période n° 9 est déposée le 30 mars 2022 dans le compte bancaire du demandeur ;
20. Le demandeur fait par la suite les demandes de la PCTCC pour les périodes admissibles suivantes. Le demandeur constate qu'il n'a plus accès dans son dossier aux périodes 10 à 13 (26 déc. 2021 au 1<sup>er</sup> janv. 2022, 2 au 8 janv. 2022, 9 au 15 janvier 2022 et 16 au 22 janvier 2022) ;
21. Devant ce constat, le demandeur communique en avril 2022 avec le fonctionnaire du « service prioritaire ». Le fonctionnaire mentionne que les demandes devaient être déposées dans les 60 jours suivants la fin de ces périodes. Le demandeur lui spécifie alors que lors de ses divers appels précédents, les fonctionnaires mentionnaient d'attendre que le dossier du demandeur soit finalisé avant de déposer d'autres demandes de PCTCC ;
22. Le 4 mai 2022, le demandeur reçoit un avis de l'ARC pour l'informer qu'il n'est pas admissible à la PCU pour les périodes 1 à 3, car il n'aurait pas gagné au moins 5 000 \$ au cours des 12 mois avant la date de la première demande ;
23. Le 5 mai 2022, le demandeur achemine à l'ARC par voie électronique une lettre et pièces jointes démontrant qu'il avait gagné au moins 5 000 \$ au cours des 12 mois avant la date de la première demande ;
24. Concernant les demandes de la PCTCC pour les périodes 10 à 13 (point 21 ci-dessus), après diverses démarches du demandeur auprès de plusieurs fonctionnaires (divers numéros de téléphone et services) pour s'informer de la procédure pour déposer une demande de PCTCC pour ces périodes, on répond finalement en juin 2022 que le Centre fiscal de Jonquière est la ressource à qui le demandeur doit s'adresser par courrier postal pour traiter cette demande ;
25. Le 17 juin 2022, le demandeur adresse sa demande par courrier postal au Centre fiscal de Jonquière ;
26. Le 10 août 2022, le demandeur reçoit un appel du Centre fiscal de Jonquière avisant une révision de son dossier PCTCC et de la PCU ;
27. Le 8 septembre 2022, le demandeur prend connaissance dans « Mon dossier » sur le site de l'ARC de lettres d'examen datées du 23 août 2022, numéro de référence C0049075198-001-45, concernant l'inadmissibilité du demandeur à la PCU et la PCTCC ;
28. En désaccord avec le résultat des lettres d'examen, le demandeur demande en septembre 2022 à la Cour fédérale un contrôle judiciaire ;
29. Le 17 août 2023, le défendeur offre de renvoyer les dossiers du demandeur pour un troisième examen ;
30. Le 25 août 2023, une entente est convenue à propos d'un troisième examen ;

31. Le 28 septembre 2023, le demandeur prend connaissance dans « Mon dossier » sur le site de l'ARC de lettres d'examen datées du 27 septembre 2023, concernant l'inadmissibilité du demandeur à la PCU (numéro de référence C0062450529-001-45), à la PCRE (numéro de référence C0063155254-001-45) et la PCTCC (numéro de référence C0063155356-001-45).
32. En désaccord avec le résultat des lettres d'examen, le demandeur demande en octobre 2023 à la Cour fédérale un contrôle judiciaire ;

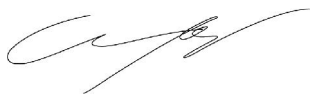
**L'exposé des arguments :**

33. La décision de l'ARC est manifestement déraisonnable et erronée au regard des faits en l'espèce ;
34. Le demandeur a produit les preuves justifiant son éligibilité aux programmes PCU, PCRE et PCTCC à l'ARC, en suivant les directives de celles-ci, et a prouvé qu'elle répondait aux critères avec succès ;
35. L'affirmation de l'ARC stipulant que le demandeur n'a pas gagné un revenu supérieur ou égal à CINQ MILLE DOLLARS (5 000 \$) est erronée ;
36. En conséquence de l'évaluation erronée de la situation du demandeur, l'ARC demande de rembourser la PCU, la PCRE et la PCTCC auquel il était éligible.

**DEMANDE DE DOCUMENTS À L'ARC :**

37. Le demandeur demande à l'ARC de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie des documents suivants, qui ne sont pas en possession du demandeur :
- a) Copie de rapports de vérification par l'ARC ;
  - b) Feuilles de travail préparées par les agents de l'ARC au regard du dossier du demandeur.

Le 18 octobre 2023



Claude Paquin

404-35 du Débarcadère, Shawinigan (QC) G9T 3B3

Tél. : 514 256-1230 – Courriel : [cpaquin@formes.ca](mailto:cpaquin@formes.ca)